

ORGANE MENSUEL DU SAVT Syndicat Autonome Valdôtain des Travailleurs

Nº 1 **JANVIER 1999** 

> Il 23 dicembre u.s., presso l'A.V.I., le Organizzazioni sindacali valdostane hanno

siglato l'accordo per scon-

giurare la chiusura dello

stabilimento dolciario Fe-

letti di Pont-Saint-Martin.

Il Gruppo Cedrinca sosti-

tuisce la Feletti alla guida

dell'industria dolciaria ga-

rantendo l'occupazione dei

lavoratori in forza a fine di-

cembre 98 alla Feletti e

proponendo nuovi investi-

menti che consentiranno

all'azienda di essere com-

petitiva in campo naziona-

E' da segnalare l'impegno

quasi quotidiano delle or-

ganizzazioni sindacali e

dei responsabili ammini-

strativi e finanziari e della

Finaosta che, su delega re-

gionale, hanno consentito

il conseguimento di una ri-

soluzione positiva per

l'azienda di Pont-Saint-

Martin. La situazione eco-

nomico-finanziaria della

Feletti si era fatta dramma-

tica in quest'ultimo anno,

le richieste aziendali preve-

devano la liquidazione del-

lo stabilimento e la richie-

sta di concordato preventi-

La Cedrinca SpA esprime-

va la sua volontà di acqui-

sire l'azienda ma con rime-

di pressoché insostenibili

come: acquisto dello stabi-

limento da parte della Fi-

naosta, potenziamento de-

gli impianti esistenti da

parte pubblica, assunzione

di solo il 50% del persona-

Condizioni inaccettabili

per le OO.SS. e l'intera co-

Dopo lunghe trattative e

l'affacciarsi sulla scena di

un nuovo gruppo acquiren-

te facente capo alla Elak-

Dufour, il Gruppo Cedrin-

ca modificava le sue richie-

ste e rilanciava l'accordo

con la Feletti attraverso la

proposta di acquisto dello

stabilimento e il pagamen-

to dell'esposizione banca-

ria con le proprie risorse fi-

nanziarie, la realizzazione

di una nuova linea produt-

tiva, il potenziamento della

rete commerciale e l'occu-

pazione per i dipendenti

Feletti.

le in forza alla Feletti.

munità valdostana.

15° année - Nouvelle série Expédition abonnement postal art. 2, alinéa 20/c, loi nº 662/96, agence d'Aoste

**ÉDITORIAL** 

# Unis vers le troisième millénaire

PAR FIRMINO CURTAZ

L'activité du SAVT en 1998 a été axée sur la nécessité de faire face aux grands changements sociaux et économiques qui caractérisent le monde contemporain. Le travail patient et quotidien de chacun nous a permis de résoudre nombre de problèmes, aussi bien d'ordre général que spécifique, notamment en matière de conventions collectives. La conjoncture internationale soulève des questions politiques, économiques et sociales d'une très grande complexité. Partout dans le monde les changements se succèdent à un rythme frénétique, qui engendrent des problèmes toujours nouveaux et qui rendent la situation confuse et la recherche de solutions de plus en plus difficile.

Je pense que nous devons prendre sérieusement en compte ces aspects parce qu'ils ne sont pas sans avoir une influence sur notre communauté et sur notre vie. Nous nous trouvons face à un phénomène connu sous le nom de globalisation ou de mondialisation, caractérisé par l'exaltation de la logique économique de la libre concurrence.

Face à ce scénario, nous devons poursuivre notre action en vue de construire une société dans laquelle les marchés et l'économie ne negligeraient pas les regles de la démocratie, dans laquelle les droits des communautés, grandes ou petites qu'elles soient, seraient respectés, tout comme les

droits et les revendications légitimes des hommes et des femmes, auxquels seraient également garantis le droit au travail, à l'éducation et à la culture, ainsi que le respect de leur dignité. Dès le 1<sup>er</sup> janvier 1999, 290 millions de citoyens de onze pays de l'Union européenne ont monnaie une unique commune : l'euro. Cette aventure historique, commencée en février 1992 avec le traité de Maastricht, se terminera en juillet 2002 lorsque l'euro sera la seule monnaie de l'Union européenne.

Est-ce que tout cela peut suffire? Bien sûr que non! Nous ne pouvons cacher que cette Europe qui se forme selon les logiques du capital, de la monnaie et du marché nous paraît tout à fait insuffisante.

Nous croyons en une Europe des peuples et du travail, dont la naissance et l'existence dépendent aussi de la volonté de chacune des communautés qui composent la mosaïque linguistique et culturelle du Vieux Continent.

Nous devons nous battre pour une Europe capable de répondre convenablement à tous les problèmes sociaux, notamment dans le secteur de l'emploi.

Nous voulons une Europe socialement équilibrée dans laquelle toutes les identités historiques, culturelles, linguistiques, politiques et administratives puissent coexister et se développer. L'accord qui a été récem-

ment signé avec le Gouvernement de Rome peut être un bon point de départ pour qu'en Europe aussi un pacte social puisse être conclu, d'après lequel les forces politiques, le patronat, les forces sociales et le syndicat s'engageraient dans un projet commun susceptible de créer un nouveau type de développement et une nouvelle richesse basés sur la solidarité et le respect réciproque. La Vallée d'Aoste doit relever elle aussi les défis de cette fin de siècle : elle peut le faire avec courage et détermination. Il est indubitablement vrai que les ressources dont nous disposons, et non seulement les ressources économiques, suffisent à nous faire porter un regard confiant sur l'avenir dans les secteurs social, culturel et institutionnel. Des pourparlers ont été engagés récemment entre le Gouvernement régional et les partenaires sociaux dans le but de planifier le parcours à suivre et de fixer clairement les objectifs à atteindre : renforcement du système économique, croissance compatible et équilibrée de tous les secteurs économiques, redistribution équitable de la richesse produite, amélioration du système de l'éducation et de la formation de la jeunesse, qualification des ressources humaines, nouvelles possibilités de travail dans tous les secteurs productifs.

Tout cela, dans le respect des valeurs qui caractérisent notre communauté et dans la sauvegarde de nos racines historiques, linguis-

tiques et culturelles. Pour réaliser ce projet, une communauté véritablement unie est indispensable, qui sache atteindre les objectifs qu'elles s'est données par l'engagement de chacun et la solidarité sociale. Car seulement unis, dans notre diversité, nous pourrons affronter avec confiance le troisième millénaire.

## Feletti: un accordo contro la chiusura



acconto sulle spettanze sa-

lariali non ancora percepite. Il mantenimento dell'anzianità e della professionalità acquisite, il rispetto degli accordi integrativi precedentemente si-

A queste condizioni, le OO.SS. regionali siglavano l'accordo con le controparti Feletti e Cedrinca per una mobilità volontaria e incentivata, l'anticipo di un

## Risquer ton cri

Si tu as un mot à dire quand ton frère est attaqué, ne dis pas: je n'ai pas le don de la parole, je suis trop timide, j'ai peur de parler en public. Les prophètes ont risqué leur peau.

Toi, tu peux bien risquer ta parole.

Si tu as une parole à dire quand ton frère est accusé indignement, injustement; quand tout le monde se tait parce qu'on a peur de prendre parti, de prendre position, parce qu'on a peur de se mouiller...

Les prophètes ont risqué leur vie. Toi, tu peux bien risquer ta tranquillité.

Si tu as un cri à pousser quand l'injustice est criante. ne dis pas: si je parle, je vais perdre ma place, ma situation, j'ai une femme, des enfants...

Les prophètes ont risqué leur tête. Toi, tu peux bien risquer ton cri.

ROBERT RIBER

## SAVT-ÉCOLE

Si comunica che da MARTEDI 19 GENNAIO sarà disponibile presso la sede centrale di AOSTA un responsabile SAVT per il settore scuola con il seguente orario settimanale:

> MARTEDI 15,30 - 17,30 VENERDI 9,30 - 11,30

Per qualsiasi informazione potete chiamare il numero 0165 23 83 84 - fax 0165 23 66 91

# **Apprendistato** anche nel settore agricolo



L'art. 16 della legge 24.6. 1997, n. 196 ha introdotto rilevanti innovazioni all'istituto dell'apprendistato. Dette modifiche hanno interessato specificatamente:

1) il campo di applicazione;

2) i limiti di età;

3) la durata dell'apprendistato. Con l'estensione dell'applicabilità dell'istituto in argomento in tutti i settori produttivi, anche i datori di lavoro del settore agricolo possono assumere con contratto di apprendistato giovani di età non inferiore a 16 anni e non superiore a 24 anni (26 anni nelle aree individuate negli obiettivi 1 e 2 del regolamento CEE n. 2081 del 20 luglio 1993); i limiti di età sono ulteriormente elevati di 2 anni nel caso in cui il giovane assunto sia portatore di handicap. Le suddette disposizioni, modificative della normativa vigente, sono operative dal 19.7.1997 (data di entrata in vigore della legge 196/97) e troveranno applicazione fino all'approvazione della nuova disciplina organica che formerà oggetto di un apposito provvedimento, che il governo è stato delegato ad

In applicazione delle disposizioni di cui all'art. 16 delle legge 196/97, il CCNL degli operai agricoli e florovivaisti stipulato in data 10 luglio 1998, ha disciplinato gli aspetti ad esso rinviati dalla normativa, in merito a:

- · durata del rapporto, fissata nelle misure massime di 24 mesi per la seconda area professionale, 48 mesi per la prima area professionale
- · retribuzione degli apprendisti, fissata nelle misure del 70%, 80%, 90% del corrispondente salario contrattuale per le mansioni svolte, in ragione di ciascun terzo della durata complessiva del contratto di apprendistato.

Pertanto anche in agricoltu-

ra all'apprendistato, definito come "speciale rapporto di lavoro in forza del quale l'imprenditore è obbligato ad impartire o far impartire, nella sua impresa, all'apprendista assunto alle sue dipendenza, l'insegnamento necessario perché possa conseguire la capacità tecnica per diventare lavoratore qualificato, utilizzando l'opera nell'impresa medesima" trovano applicazione la legge 19.5.55 n. 25, modificata ed integrata dalla legge 8.7.1956 n. 706, dalla legge 2.4.1968, n. 424, dalla legge 28.2.1987, n. 56 nonché dal regolamento di esecuzione.

In base alle norme suindicate, l'assunzione con chiamata 'diretta dell'apprendista è subordinata al rispetto delle seguenti condizioni:

 all'osservanza dei limiti numerici fissati dalla legge per l'assunzione di operai apprendisti. In merito, l'art; 2 della legge 19 gennaio 1955, n. 25, come modificata dall'art. 1 della legge 2.4.1968, n. 424, dispone che il numero degli apprendisti non può essere superiore al numero dei lavoratori qualificati o specializzati alle dipendenze dello stesso imprenditore. Pertanto, in applicazione delle norme del contratto collettivo nazionale di lavoro del 10 luglio 1998 in tema di classificazione del personale, l'imprenditore agricolo non può assumere apprendisti in

numero superiore ai lavoratori inquadrati nella prima e seconda area professionale. Si precisa, altresì, che l'art. 21 comma 1 della legge 28 febbraio 1987, n. 56, ha previsto che in caso di assenza di lavoratori con le qualifiche suddette o presenti in numero inferiore a tre, l'imprenditore può assumere apprendisti in numero non superiore a tre unità;

 al rilascio dell'autorizzazione da parte dell'ispettorato provinciale del lavoro (confluito nella direzione provinciale del lavoro).

L'assunzione deve in ogni caso essere preceduta da una visita sanitaria che accerti l'idoneità fisica del giovane allo svolgimento del lavoro per il quale viene assunto.

Particolari incentivi sono previsti per l'instaurazione di rapporti di apprendista-

La contribuzione dovuta in misura fissa settimanale dal datore di lavoro ed in misura percentuale della retribuzione imponibile a carico del lavoratore risulta pari:

- per il 1997, a lire 5.200 (datore di lavoro) e 3,54% (di cui 3,04% IVS e 0,50% SSN lavoratore);
- per il 1998, a lire 5.030 (datore di lavoro) e 3,54% (solo IVS lavoratore);
- per le imprese con periodo di imposta non coincidente con l'anno solare ed iniziato prima del 1.10. 97, la contribuzione è dovuta nella misura di lire 5.270 (datore di lavoro) e 3,54% (solo IVS lavoratore).

In caso di assunzione dell'apprendista con rapporto di lavoro a tempo indeterminato al termine dell'apprendistato, i previsti benefici contributivi sono riconosciuti per un ulteriore anno.



## Contratto dei metalmeccanici

Dopo essere stata presentata alle controparti (Federmeccanica) nel mese di ottobre, la piattaforma dei metalmeccanici è in una fase di stallo. Il sindacato ne aveva allora illustrato il contenuto, in modo particolare la prima parte, dove si chiedeva un confronto e si analizzava l'andamento del settore e le questioni della formazione e del salario, con richieste realistiche che tengono conto delle linee fissate dall'accordo del luglio 93. Per quanto riguarda l'orario, poi, i lavoratori e il sindacato proponevano una flessibilità contrattata e una gestione regolamentata.

La trattativa è stata poi rinviata, aspettando la definizione di nuove regole di contrattazione.

In questi giorni è stata ripresa, con delegazioni ristrette, e c'è stato un incontro interlocutorio, senza che la controparte abbia dato segnali di disponibilità e volontà ad entrare nel contenuto, rinviando a lunedì 11 con segnali di indisponibilità a trattare.



Questa piattaforma può rappresentare un momento importante ed una prima verifica dell'accordo raggiunto a livello nazionale sulle nuove regole di contrattazione (patto di Natale). Inoltre, per la sua portata, questa piattaforma riguarda 1.500.000 di lavoratori e può essere considerata la vertenza pilota per altri contratti in fase di scadenza o di rinnovo.

La Federmeccanica, in questi giorni, per bocca del suo presidente Pininfarina, fa pesanti dichiarazioni sul contenuto e sulla indispo-

nibilità a trattare sul salario e su qualsiasi tipo di riduzione di orario.

Questo sembra preludere ad uno scontro frontale. Dobbiamo auspicare un momento di riflessione della controparte, tenuto conto anche dell'accordo per lo sviluppo e l'occupazione, dove la concertazione è un elemento importan-

Se mancheranno risposte, ancora una volta i lavoratori ed il sindacato in questo paese dovranno mobilitarsi per chiedere un contratto.

RICCARDO BORBEY

## PER GLI ISCRITTI DEL SAVT -

# Assicurazione infortuni

(SIA SUL LAVORO CHE EXTRA)

SI RICORDA CHE IL SAVT HA STIPULATO UNA POLIZZA ASSICURATIVA CONTRO GLI INFORTUNI PER TUTTI GLI ISCRITTI, CON LA COMPAGNIA UNIPOL.

## CONDIZIONI

MODALITÀ DI DENUNCIA

ospedaliera.

Indennità giornaliera, in caso di ricovero in caso di ricovero per infortunio gli interessati ospedaliero per infortunio, di lire 50.000 al dovranno rivolgersi alle competenti sedi giorno per un massimo di 30 giorni con territoriali del SAVT, entro 15 giorni dalla data di esclusione dei primi 5 giorni di degenza dimissioni dall'ospedale, muniti della tessera del SAVT e di una copia della cartella clinica.

I NOSTRI FUNZIONARI PROVVEDERANNO AD INOLTRARE LA PRATICA ALLA COMPAGNIA DI ASSICURAZIONE.

Le Syndicat Autonome Valdôtain Travailleurs est l'organisation des travailleurs valdôtains. Les objectifs du S.A.V.T. sont:

la défense et la promotion des intérêts culturels, moraux, économiques et professionnels des travailleurs du Val d'Aoste et l'amélioration des conditions de vie et de trave

la rénovation et la transformation radicale des structures politiques et économiques actuelles en vue de la réalisation du fédéralisme intégral. Afin d'atteindre ses objectifs, le S.A.V.T. par la recherche, l'action et la lutte s'emploie à

la protection sociale des travailleurs, leur préparation culturelle et professionnelle, la protection de la santé, la mise au point d'un système de services sociaux adéquat et efficient;

la défense du pouvoir d'achat des salariés, l'emploi à plein temps des travailleurs et des jeunes du Val d'Aoste dans tous les secteurs économiques;

la parité entre les droits des hommes et des femmes;

la prise en charge, de la part des travailleurs, de la gestion des entreprises où ils travaillent et de la vie publique au Val d'Aoste;

l'instauration de rapports avec les organisations syndicales italiennes et européennes et tout particulièrement avec les organisations syndicales qui sont l'expression des communautés ethniques minoritaires, en vue d'échanges d'expériences de lutte commune.

## Le Réveil Social

## MENSUEL Organe de presse du SAVT

Rédaction

SAVT - 2, Place Manzetti tél. 01 65 23 83 84 / 23 83 94 / 23 53 83 Aut. Tribunal d'Aoste n° 15 du 9/12/1982

**Imprimerie** 

«ARTI GRAFICHE DUC» 73, Avenue du Bataillon d'Aoste 11100 Aoste tél. 0165236888 fax 0165236713

Directeur responsable

David Mortara

Comité de rédaction

Guido Corniolo Dina Quendoz Felice Roux

# Al Senato per la definitiva approvazione il disegno di legge sul nuovo reclutamento del personale della scuola

Il famigerato disegno di legge 4754 è stato approvato il 15 dicembre u.s. dalla Camera. Poche le varianti e gli emendamenti proposti in aula ma sufficienti per far ritornare il Disegno di Legge all'approvazione del Senato, che dovrebbe esaminarlo ed approvarlo entro la fine di gennaio 1999.

Un iter tormentato quello del D.d.L. 4754, come si conviene a tutto ciò che riguarda la scuola italiana, se si pensa che il D.d.L. fu presentato per la prima volta al Senato l'11 luglio 1996. Il nostro sistema bicamerale, complicato e ferraginoso, spesse volte disattende le speranze dei cittadini che governa.

## Concorsi per titoli ed esami

- · Tutti gli aspiranti docenti della scuola materna, elementare, secondaria, dei licei artistici e degli istituti d'arte
- · Personale docente, assistenti e accompagnatori delle Accademie e dei Conservatori

Il reclutamento del personale docente, in tutti gli ordini di scuole, avverrà per il 50% dei posti disponibili mediante concorsi per titoli ed esami e per l'altro 50% attingendo dalle graduatorie permanenti. I concorsi a cattedre avranno luogo ogni tre anni (ogni 5 anni per il personale delle Accademie e dei Conservatori) e saranno indetti su base regionale, sempre che nel periodo di riferimento vi sia disponibilità di posti. I vincitori dovranno scegliere il posto nell'ambito dell'intera regione (e non come avveniva in precedenza in una sola provincia) e, una volta in servizio, non potranno chiedere il trasferimento ad altra sede (all'interno della stessa provincia) prima di due anni e in altra provincia prima di tre.

Le graduatorie di merito dei concorsi rimarranno valide fino all'entrata in vigore delle graduatorie del concorso successivo, senza bisogno di alcuna proroga. Questo significa che, laddove in una regione non dovessero esservi posti disponibili nell'arco del triennio, non sarà necessario svolgere nuovi concorsi e che gli idonei del concorso precedente potrebbero aspirare a coprire i posti disponibili negli anni succes-

Un'importante novità che verrà introdotta in tutti i nuovi concorsi è quella che riguarda le nuove tecnologie informatiche e la didattica multimediale. Già a partire dai prossimi concorsi per il personale docente della scuola secondaria sarà istituita una p5rova facoltativa sulle



tecnologie informatiche cui sarà attribuito un punteggio aggiuntivo. Il ministro Berlinguer, infatti, in più occasioni ha ribadito la volontà di valorizzare al massimo le esperienze dei giovani docenti nel campo delle nuove tecnologie didattiche, per cui è consigliabile che i candidati che si apprestano ad affrontare l'imminente tornata concorsuale comincino a familiarizzare fin da adesso con i PC, Internet e con i nuovi "pacchetti" didattici multimediali.

## Sessione riservata di esami per il conseguimento o dell'abilitazione o dell'idoneità

- · Docenti precari di tutti gli ordini e gradi di scuole, statali e non statali, con determinati requisiti di servizio.
- · Personale docente, assistenti e accompagnatori delle Accademie e dei Conservatori

Contemporaneamente all'indizione dei primi concorsi a cattedre, sarà indetta, con un'apposita ordinanza del Ministro, una sessione riservata di esami. con una prova scritta ed una orale, per il conseguimento dell'abilitazione/ idoneità per l'insegnamento nella scuola materna, elementare e negli istituti e scuole di istruzione secondaria ed artistica. Agli esami potranno partecipare i docenti non abilitati nonché insegnanti della scuola elementare, gli insegnanti tecnico-pratici, d'arte applicata e il personale educativo non in possesso della medesima idoneità, che abbiano prestato servizio nelle scuole statali (comprese le scuole italiane all'estero) o negli istituti e scuole di istruzione secondaria legalmente riconosciuti o pareggiati o nelle scuole materne autorizzate o nelle scuole elementari parificate per almeno 360 giorni nel periodo compreso tra l'anno scolastico 1989/1990 e la data di entrata in vigore della legge. Almeno 180 di questi 360 giorni, però, devono essere stati prestati nel periodo che va dall'anno scolastico 94/95 alla data di entrata in vigore della legge. Nel punteggio finale sarà valutato, a titolo di riconoscimento della professionalità acquisita in servizio, una quota proporzionale al numero di anni di insegnamento prestati.

Gli esami saranno preceduti da un corso di durata non superiore a 120 ore (quindi potrebbe essere anche di 90/100 ore) svolto da docenti universitari e da personale direttivo e docente, finalizzato all'approfondimento della metodologia e

Ogni commissione esaminatrice sarà composta dai docenti formatori del corso stesso e sarà presieduta da un commissario esterno di nomina ministeriale. Il costo di tutta l'operazione per l'anno 1999 dovrebbe essere di 36 miliardi di lire.

della didattica.

lativa al reclutamento del personale scolastico, sono coinvolte tutte le categorie del mondo della scuola. Cerchiamo qui di seguito di esaminare nel dettaglio gli aspetti più salienti del disegno di legge, con la speranza che i tempi e i metodi di applicazione possono dare risposte e soluzioni concrete per il mondo della scuola.

### Graduatorie permanenti

- Docenti abilitati inseriti nelle attuali graduatorie provinciali degli aspiranti a supplenze
- Docenti che hanno superato le prove dell'ultimo concorso anche se non inseriti in graduatorie supplenze
- Docenti inseriti nelle attuali graduatorie del concorso per titoli ("doppio canale")
- Docenti in possesso dei requisiti pre-vigenti per accedere al "doppio canale"
- · Docenti che conseguiranno l'abilitazione o l'idoneità nel prossimo concorso per titoli ed esami. Docenti che conseguiranno l'abilitazione o l'idoneità nella sessione riservata

Nel disegno di legge è stata soppressa l'indicazione dell'anno scolastico 1999/ 2000 come inizio del nuovo

sistema delle graduatorie

permanenti. Tuttavia, pro-

babilmente dall'anno scola-

stico 2000/2001 le gradua-

torie provinciali per il con-

ferimento delle supplenze

annuali e temporanee non

esisteranno più. Al loro po-

sto saranno compilate delle

"graduatorie permanenti"

che, in sostanza, saranno

costituite dalle graduatorie

del concorso per titoli (dop-

pio canale) nel quale po-

tranno inserirsi via via i

nuovi abilitati sia con i con-

corsi ordinari, sia con la

sessione riservata prevista

dal disegno di legge. Da ta-

li graduatorie permanenti si

potrà attingere tanto per le immissioni in ruolo (per il contingente del 50% dei posti disponibili) quanto per le supplenze annuali e temporanee conferite dai provveditori e dai capi d'istituto.

Bisogna comunque evidenziare che il disegno originale era composto di un solo articolo

Nel nuovo disegno di legge, destinato a normalizzare una situazione non più sostenibile re-

che si proponeva di abolire i "corsi abilitanti" normati dalla Legge 549 del 1995.

L'ordine di inclusione nella prima applicazione delle graduatorie permanenti è stato stralciato ma, in ogni caso, saranno salvaguardate "le posizioni di coloro che sono già inclusi in graduatoria". Il tutto viene delegato al Ministero che con un apposito decreto adotterà un regolamento improntato "a principi di semplificazione e snellimento dell'azione amministrativa".

L'obiettivo, ancorché lodevole, di creare una graduatoria unica per le immissioni in ruolo e per le supplenze, tuttavia, si scontra con un dato oggettivo che (come abbiamo più volte sottolineato) costituisce uno scoglio in-

Un sistema analogo a quello riservato al personale docente regolerà l'accesso ai ruoli del personale amministrativo, tecnico e ausiliario (ATA) e degli assistenti amministrativi dei Conservatori e delle Accademie. E' prevista l'indizione di un concorso per titoli ed esami a livello regionale, mentre le graduatorie del "doppio canale" ATA verranno trasformate in graduatorie permanenti. L'immissione in ruolo, quindi, avverrà attingendo per il 50% dai concorsi per titoli ed esami e per il rimanente 50% dalle graduatorie permanenti.

GUIDO CORNIOLO

Vengono mantenute le quote del 30% e del 40% dei posti disponibili relative ai concorsi riservati al personale della II e III qualifica, già in ruolo nelle qualifiche immediatamente inferiori, che siano inseriti in graduatorie permanenti, previo conseguimento di una idoneità in appositi concorsi riservati. A tali concorsi riservati potranno partecipare gli impiegati di ruolo delle qualifiche immediatamente inferiori anche se privi del titolo di studio richiesto per l'ammissione alla qualifica cui aspirano, purché in possesso del titolo di studio richiesto per la qualifica di appartenenza e di una anzianità di almeno cinque anni di servizio di ruolo.



## sormontabile: i due tipi di graduatorie non sono affatto omogenei, nè lo potranno essere. La valutazione dei ti-

toli e dei servizi, infatti, è improntata a criteri differenti e solo una norma transitoria, che mantenga le attuali graduatorie provinciali per le supplenze fino ad esaurimento, potrebbe evitare di ledere i diritti acquisiti di diverse migliaia di precari.

## Accesso ai ruoli

- Personale ATA
- · Responsabili amministrativi delle Accademie e dei Conservatori

## Insegnanti di sostegno

Gli insegnanti in possesso del titolo di specializzazione che hanno svolto attività di sostegno nelle scuole statali per almeno 360 giorni nel periodo compreso tra l'anno scolastico 1989/90 e la data di entrata in vigore della legge, di cui almeno 180 giorni a decorrere dall'anno scolastico 1994/95, saranno ammessi ad una sessione riservata di esami per il conseguimento dell'abilitazione/idoneità relativa al titolo di studio posseduto. Le prove dovranno accertare il possesso delle capacità didattiche relativamente all'integrazione scolastica degli alunni portatori di handicap in connessione con le discipline di competenza.

Continua a pagina 4

#### SEGUE DA PAGINA 3

## Al Senato per la definitiva approvazione il disegno di legge sul nuovo reclutamento del personale della scuola

Nelle immissioni in ruolo sui posti di sostegno nelle scuole di ogni ordine e grado verrà data priorità al personale in possesso del titolo di specializzazione conseguito ai sensi del D.P.R. n. 970 del 1975. Nelle operazioni di mobilità, sarà riservato loro il 50% dei posti di sostegno disponibili. Ed infine, il punteggio relativo al servizio prestato su posti di sostegno senza il possesso del titolo specifico sarà ritenuto "valido anche ai fini del riconoscimento del servizio di cui all'articolo 485 del Testo Unico", cioè e ai fini della ricostruzione di carriera.

## Docenti dei corsi ad indirizzo musicale

A decorrere dall'anno scolastico 1999/2000 i corsi ad indirizzo musicale, in atto a decorrere dall'anno scolastico 1999/2000.

#### Presidi incaricati

Un emendamento all'art. 11 consentirà ai presidi incaricati per almeno un triennio di accedere al corso-concorso (nella misura del 50% dei posti) per conferire ai capi d'istituto la qualifica di dirigente, istituito col decreto legislativo n. 59 del 6 marzo 1998.

### Valutazione del servizio di insegnamento non di ruolo

Il comma 14 dell'articolo 11 del disegno di legge chiude definitivamente un contenzioso aperto con l'emanazione dell'O.M. n. 262 del 4/9/1991 in base alla quale per il riconoscimento del



nella scuola media, sono ricondotti ad ordinamento. Il Ministro della P.I., con proprio decreto, stabilirà le tipologie di strumenti musicali insegnati provvedendo all'istituzione di una specifica classe di concorso.

I docenti abilitati all'insegnamento di educazione musicale che hanno prestato 360 giorni di servizio effettivo nell'insegnamento di strumento musicale nella scuola media nel periodo compreso tra l'anno scolastico 1989/90 e la data di entrata in vigore della legge, di cui almeno 180 giorni a decorrere dall'anno scolastico 1994/95, sono inseriti a domanda nelle graduatorie permanenti da istituire per la nuova classe di concorso ai fini dell'assunzione in ruolo. I docenti non di ruolo, in possesso dei predetti requisiti di servizio, sono ammessi a partecipare alla sessione riservata di abilitazione all'insegnamento che sarà indetta per la nuova classe di concorso ai fini dell'inclusione, a domanda, nelle rispettive graduatorie permanenti dopo i docenti già abilitati per l'assunzione in ruolo sui posti disponibili

servizio pre-ruolo ai fini della ricostruzione di carriera necessitavano, a partire dall'anno scolastico 1982/ 83, almeno 210 giorni di servizio di insegnamento. Con questo comma il servizio di insegnamento non di ruolo svolto a decorrere dall'anno scolastico 1974/75 è considerato come anno scolastico intero, ai fini della ricostruzione di carriera, se ha avuto la durata di almeno 180 giorni di servizio oppure se sia stato prestato ininterrottamente dal 1° febbraio fino al termine delle operazioni di scrutinio finale.

### Docenti di cui all'articolo 3. comma 22, della legge 24/12/1993, n. 537 ("vittime" dei decreti tagliaclassi)

I docenti che non erano stati immessi in ruolo a causa del ritardo nell'espletamento delle prove dei concorsi del '90 e dei cosiddetti "decreti tagliaclasse", succedutisi dal '93 in poi, saranno assunti a tempo indeterminato anche in condizioni di soprannumero a partire dall'anno scolastico 1998/99.

L'introduzione della Dit. con la riforma fiscale, consentirà la graduale riduzione del prelievo sugli utili dal 37% al 27% in 10 anni, quindi di circa un punto l'anno. Si è inoltre ipotizzato di ridurre l'aliquota del secondo scaglione Irpef dal 27 al 25% e di operare sulle detrazioni. Questo intervento sarà coperto

Roma, 22 dicembre 1998

# Patto sociale per lo sviluppo e l'occupazione

Il 22 dicembre alla presenza del presidente del Consiglio on. D'Alema è stato siglato dalle parti sociali il «Patto sociale per lo sviluppo e l'occupazione». Si tratta di una intesa di vasta portata che dovrà trovare una sua applicazione puntuale e concreta in tutte le sue parti. La bozza siglata sarà presentata dal governo al parlamento e dalle parti sociali alla base dopodiché si procederà alla firma definitiva.

In sintesi i contenuti principali del patto.

#### **CONCERTAZIONE**

Questa parola resta il principio cardine dei rapporti sociali e significa che nessuna parte prenderà delle decisioni drastiche e unilaterali senza aver prima consultato le altre. Questo vale per organizzazioni degli imprenditori e sindacati, ma anche per il governo. Il "tavolo" della concertazione, cui d'ora in avanti saranno chiamati anche gli enti locali, si dovrà occupare anche dei servizi di pubblica utilità (quindi dovrebbe introdurre una regolamentazione più efficace in materia di scioperi nei trasporti, per fare un esempio)

Confermate anche 'le due sessioni di politica dei redditi "nonché l'impegno affinché esse si svolgano in tempi coerenti con i processi decisionali della politica economica".

#### **INVESTIMENTI** E TASSE

Nel primo trimestre '99 saranno rese disponibili risorse per 6 mila miliardi che consentiranno di attivare 20 mila miliardi di investimenti. Sarà inoltre potenziata la Dual income tax (Dit), cioè lo sgravio fiscale sugli utili reinvestiti, con un'accelerazione graduale della detrazione verso l'intero patrimonio netto, e saranno favoriti con un provvedimento temporaneo gli investimenti in macchinari. Il governo si impegna ad attuare la riforma del sistema degli incentivi pubblici e ad assicurare fondi per la legge 488 (imprenditoria al Sud) che dovrebbe essere estesa al turismo e commercio entro il '99.

utilizzando le risorse della lotta all'evasione fiscale.



### **SGRAVI CONTRIBUTIVI**

Sul fronte dei contributi è prevista una riduzione trasferendo "con la necessaria gradualità" gli oneri degli "assegni familiari e dell'istituto della maternità alla fiscalità generale". Questa manovra comporterà un ulteriore alleggerimento del costo del lavoro di circa il 3%, che si aggiunge allo 0,82% già previsto in finanziaria attraverso l'abbattimento degli oneri impropri. Le norme attuative saranno inserite nel Ddl ordinamentale collegato alla finanziaria, ora all'esame del Senato.

### LAVORO NERO

Per l'emersione del lavoro nero il governo vorrebbe estendere alle imprese che decidano di venire allo sco-

perto i benefici previsti per i nuovi assunti. Esistono al momento delle riserve da parte dell'Unione europea, ma si sta cercando di superarle.

#### **CONTRATTI**

Tre righe nel testo: "Nel quadro delle valutazioni comuni il governo e le parti sociali confermano l'assetto contrattuale previsto nel protocollo del 23 luglio 1993". Quindi duplice livello di contrattazione, uno nazionale (obbligatorio) e uno aziendale (facoltativo). Il governo, fissando un

obiettivo di inflazione programmata (cui i salari sono agganciati) deve fare riferimento all'inflazione dell'Ue.

### **FORMAZIONE**

Il processo formativo deve

durare fino a 18 anni. Alla formazione andranno 1100 miliardi nel triennio '99-2001, incrementabili in relazione agli "eventuali risparmi derivanti dal riordino del sistema degli incentivi". Al fondo interprofessionale verranno trasferite nei due anni successivi le restanti risorse derivanti dallo 0,30% sul monte salari. Lo 0,30% sarà, dopo la sua integrale attribuzione al fondo, innalzato allo 0,50% senza oneri aggiuntivi.

## BUROCRAZIA

Il governo si impegna a proseguire nella direzione dell'ammodernamento della semplificazione e della innovazione organizzativa delle attività delle pubbliche amministrazioni.

## SAVT-RETRAITÉS • SAVT-RETRAITÉS

## Pranzo sociale 1998

Una giornata di festa e di incontri

Ormai appuntamento di tradizione l'otto dicembre 1998 si è svolto l'annuale incontro del SAVT-Retraités.

È la Bassa Valle che ha ospitato i numerosi partecipanti, nella splendida cornice delle alture tra Pont-Saint-Martin e Perloz presso il Salone polifunzionale di Sergio Bonin.

Una giornata di festa e di incontri molto bene organizzata dagli animatori guidati come sempre dall'amico infaticabile Rinaldo Zublena. Discorsi non di rito ma se-

guiti con attenzione da parte di tutti. In particolar modo si è notata l'assenza del segretario del SAVT-Retraités, Mario Gal, purtroppo ospedalizzato per un difficile intervento chirurgico fortunatamente pienamente riuscito.

Un augurio da parte di tutto il sindacato per poter presto rivedere l'infaticabile organizzatore Gal tra di noi.

La festa si è conclusa come sempre nell'allegria generale tra canti, balli ed un ottimo rouge de Donnas.

## **AVVISO**

Il Direttivo del SAVT-retraités sta preparando il programma socio/culturale per il 1999.

Per la gita di febbraio, che stiamo organizzando, siete pregati di informarvi presso le sedi SAVT di Aosta, Cogne, Châtillon, Verrès e Pont-Saint-Martin.